

Ethnologues au temps de la guerre d'Algérie

Michel Cornaton

Initialement prévu sous la forme d'un compte rendu du livre de Fabien Sacriste consacré à des ethnologues dans la guerre d'Algérie¹ ce texte s'est transformé en article pur et simple. Si le sous-titre de Sacriste a le mérite d'indiquer d'emblée au lecteur, éventuellement surpris, que la guerre d'indépendance algérienne justifie l'assemblage des ethnologues énumérés, il suscite aussi une certaine perplexité quand on s'interroge sur la constitution même de cette bande des quatre. Certes, Germaine Tillion, Jean Servier, Pierre Bourdieu travaillaient au même endroit entre 1955 et 1958, les bureaux algérois du Gouvernement général : Germaine Tillion, auprès de Jacques Soustelle, de février 1955 à mai 1956, Pierre Bourdieu et Jean Servier auprès de Robert Lacoste entre 1956 et 1958, Bourdieu de mars 1956 à juillet 1957 au minimum, Servier de juin 1956 à mai 1958. Durant cette période, Jacques Berque avait quitté l'ethnologie et l'Algérie, passant du local au global de l'anthropologie historique de l'Islam. Le titre pourrait laisser croire que le trio Tillion-Servier-Bourdieu a accompli des missions d'ethnologie pour le compte des autorités gouvernementales ou d'autres organismes. En réalité, de 1954 à 1962, l'ethnologie n'existe plus en Algérie, sinon dans les bibliothèques, celles du Gouvernement général et de la Faculté d'Alger. Germaine Tillion, Jean Servier et Pierre Bourdieu ne firent plus de l'ethnologie mais de la politique en temps de guerre, disons, après Camille Lacoste-Dujardin, de l'«ethnopolitique». Enfin, on peut s'étonner de l'absence de Camille Lacoste-Dujardin dans le titre et de celle de Jeanne Favret-Saada, même pas mentionnée au cours du texte. Nous avons jugé bon de les ajouter à la liste sacristienne des ethnologues.

Camille Lacoste-Dujardin *L'Opération Oiseau bleu*

Ainsi que nous allons le montrer, Camille Lacoste-Dujardin aurait dû figurer, à plus d'un titre, dans le panel ethnologique de Fabien Sacriste. Née en 1929 à Rouen, adolescente elle doit quitter la Normandie en 1942 pour se réfugier avec les siens au Maroc jusqu'à la fin de la guerre. De retour en France la famille s'installera à Paris. Tout en entreprenant des études de géographie, elle s'inscrit à l'institut d'ethnologie du Musée de l'Homme où, durant l'année 1951-1952, elle s'initia à la technologie ethnographique auprès d'Hélène Balfet, dans le même temps où son mari, Yves Lacoste, passe l'agrégation de géographie. Originaire du Maroc, il est nommé en 1952 professeur à Alger, au lycée Bugeaud, dont fut élève Albert Camus. Le couple séjournera trois ans en Algérie jusqu'à son expulsion en 1955. De retour au Musée, Camille Lacoste-Dujardin complète sa formation d'ethnologue avec Hélène Balfet. «Nos conversations concernèrent, d'emblée, cette Algérie dont nous avons maintenant une commune connaissance et d'où mon mari et moi venions d'être chassés, jugés alors indésirables en ces trois départements français où la guerre d'indépendance avait commencé².» Peu de temps après la soutenance de sa thèse, en 1970, elle est accueillie dans

¹ Fabien Sacriste, *Germaine Tillion, Jacques Berque, Jean Servier et Pierre Bourdieu. Des ethnologues dans la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, l'Harmattan, 2011, 376 p.

l'équipe de recherche «Littérature orale, dialectologie, ethnologie du domaine arabo-berbère» par Germaine Tillion, qui, à son départ à la retraite, lui confiera la direction de l'équipe. Camille Lacoste-Dujardin s'inscrira dans la ligne tillionienne de l'ethnologie définie, dans la préface d'*A propos d'ethnologie*, comme étant d'abord un dialogue avec une autre culture.

Alors qu'elle séjournait en Algérie, Hélène Balfet avait lié amitié avec le couple Chaudet, Claudine, sociologue, Pierre, médecin, actifs militants de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie qui, bien plus tard, accueillirent C. Lacoste-Dujardin à son retour en Algérie. Au cours de l'année 1956, H. Balfet lui communiqua une lettre, en date du 8 octobre, accompagnée d'un tract authentique du FLN qui révélait «l'opération Oiseau bleu, dont, en 1997, j'ai fait le titre d'un livre»³. La quatrième de couverture de l'ouvrage, paru en 1997, présente l'opération, menée en Kabylie maritime comme un «drame, longtemps tenu secret et encore largement ignoré des historiens». Tel est «le point de départ de ce livre d'ethnologie original. Comment les services secrets ont-ils pu se tromper ainsi, bien qu'un ethnologue, supposé bon connaisseur de la région, ait joué un rôle important dans ce plan ? En réalité, l'opération «Oiseau bleu» est un révélateur des illusions de l'administration coloniale et de certains ethnologues mais aussi de l'évolution profonde de la société kabyle.» Le «supposé bon connaisseur de la région» est en fait Jean Servier, dont lui «parlait souvent» Hélène, indignée par le comportement d'un ethnologue qui prenait parti contre des hommes et des femmes qu'il était censé étudier et comprendre. «Certes, la personnalité de cet ancien officier, conseiller au Gouvernement général de l'Algérie, qui prétendait alors ranimer des rivalités tribales, en constituant, dès novembre 1954, dans les Aurès, la première unité de «harkis», peut expliquer en partie son attitude. Il n'en est pas moins vrai que l'engagement d'Hélène, comme celui inverse de ce collègue, procédaient de conceptions et de pratiques très différentes de l'ethnologie⁴.»

Il en va de même pour Lacoste-Dujardin qui, quant à elle, termine son ouvrage consacré à l'opération «Oiseau bleu» par un chapitre dense sur «les différentes pratiques de l'ethnologie». Elle y fait bien apparaître comment l'étude d'un même groupe humain, les Kabyles des Iflissen, par Jean Servier et elle-même, à partir d'une approche et d'une méthodologie différentes, aboutit à des résultats dissemblables. Selon elle, le principal tort de Servier, mais aussi de Soustelle, est d'avoir voulu agir dans l'actualité de l'événement en privilégiant certains éléments structurels traditionnels dans un total aveuglement sur le temps présent. «Si les deux ethnologues, Jean Servier et Jacques Soustelle, sont conscients de l'oubli dont les Algériens des montagnes sont victimes, ils ne tiennent pas compte – ou ne veulent pas tenir compte – de l'oppression coloniale historique et présente, si bien qu'ils privilégient ces structures mystiques voulues intemporelles, mais qui se révèlent totalement inopérantes dans l'actualité d'une action politique⁵.» Par voie de conséquence, on peut s'attendre à ce qu'un tel aveuglement conduise à considérer comme «manipulés» ces montagnards

² Camille Lacoste-Dujardin, «Hélène l'ethnologue et les Algériens», *Matières, Manières et sociétés, hommage à Hélène Balfet*, sous la direction de F. Cousin et Ch. Pelras, Université de Provence, 2010, pp. 79-88.

Hélène Balfet et Camille Lacoste font partie des 46 ethnologues enseignants et chercheurs qui, le 12 mars 1956, adressèrent une lettre ouverte au Président du Conseil, Guy Mollet. Sans être signataire, Claude Lévi-Strauss appartenait au Comité. D'un contenu très modéré, la lettre n'en revendiquait pas moins le droit d'autodétermination du peuple algérien. *L'appel des 121*, de septembre 1960, fut d'une toute autre force, assimilant l'obéissance à une «soumission honteuse» et justifiant «des actes toujours plus nombreux d'insoumission, de désertion, aussi bien que de protection et d'aide aux combattants algériens». Seuls six des ethnologues signataires de la lettre à Guy Mollet apposèrent leur signature à cet appel : Hélène Balfet, Jacques Gernet, Robert Jaulin, Michel Leiris, Théodore Monod, Gilbert Rouget.

³ Camille Lacoste-Dujardin, *Opération Oiseau bleu, des Kabyles, des ethnologues et la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1997, p. 80.

⁴ *Ibidem*.

⁵ Camille Lacoste-Dujardin, *Op.cit.*, p. 265.

incapables d'accéder à la moindre pensée politique : «il n'y a qu'un pas que ces deux ethnologues engagés dans l'action ont, semble-t-il, franchi». C'est en tout cas «la représentation dominante des Iflissen donnée par Jean Servier, bien dans la ligne de ses précédents travaux, et d'où la situation économique, sociale et politique de ces Algériens est totalement absente⁶.»

Après avoir été chassée d'Algérie, dans des circonstances qu'elle n'explique pas, Camille Lacoste-Dujardin dut attendre 1969 pour revenir dans l'Algérie indépendante. Plus tard, elle assista à une autre guerre, fratricide celle-là ; mais n'est-ce pas déjà ainsi qu'avait plus ou moins commencé la guerre d'indépendance ? Comme on le voit, elle n'eut pas à s'interroger longtemps sur sa pratique ethnologique en temps de guerre. Privée du terrain algérien, notamment kabyle, Camille Lacoste-Dujardin en profita pour entrer plus complètement en ethnologie ainsi que dans la connaissance intime de tout ce qui avait trait aux objets et écrits kabyles. Au fil des années, elle produisit de nombreux articles et une dizaine d'ouvrages dont, en 1962, une bibliographie ethnologique et, en 1999, une traduction, du kabyle au français, du corpus de contes kabyles recueillis par Auguste Mouliéras.⁷

Il semble que ce soit l'éloignement forcé de Lacoste-Dujardin qui ait amené Sacriste à ne pas la faire figurer dans sa brochette d'ethnologues quand bien même, ainsi qu'on vient de le constater, durant ses quatorze années d'absence elle n'oubliera ni l'ethnologie ni l'Algérie. Au contraire. En dépit de cette omission, Fabien Sacriste prend soin de rendre compte du récit de l'opération Oiseau bleu, telle qu'elle est décrite par Lacoste-Dujardin, ainsi que des interprétations qu'elle donne, d'abord dans un article publié en 1986, puis dans son livre de 1997 ci-dessus cité. L'opération K, comme Kabyle, dite aussi Oiseau bleu, consista en la mise sur pied, à l'instigation des services secrets, d'une force anti-maquis en pleine Kabylie, chez les Iflissen Lebhar, dans le but de lutter contre la propagande de la révolution et la mainmise du FLN sur la Kabylie. La DST (Direction de la surveillance du territoire), qui a pourtant initié l'affaire et installé une antenne à Tizi-Ouzou le 5 avril 1956, refuse d'en assurer le suivi. Le Service Action du SDECE exprime le même refus, aussi est-ce un service de l'armée en cours de constitution qui en sera chargé. Dans l'immédiat, le commandant civil et militaire de Kabylie, le général Jean Olié, prit l'affaire en main, alors qu'il n'était en poste que depuis le 3 février. Jean Servier, qui n'arrive qu'au cours du mois de juin, est mis au courant. Reçu en juillet par les généraux Olié et Gouraud, il est troublé par leur assurance et, en raison de la mauvaise «réputation politique» des Iflissen, fait part aussitôt de ses doutes sur la sincérité de leur ralliement et sur les chances de réussite de l'opération, avant de le faire par écrit dans deux rapports rédigés fin août et début septembre. Il accepte cependant de donner quelques cours d'initiation à la sociologie kabyle à ces faux maquisards.

Dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre, on assiste à la trahison à grande échelle de tous les éléments de l'autodéfense du douar Iflissen et des douars environnants. Cette tentative d'infiltration du FLN se retourna contre l'armée française et se solda par un fiasco dans la mesure où celle-ci avait contribué à approvisionner la révolution en hommes, armes et fonds. Deux jours plus tard, une lettre de remerciement était adressée par le FLN au ministre résident Robert Lacoste. Reconstituée de mémoire par le capitaine Hentic elle disait en substance : «Vous avez cru introduire un cheval de Troie au sein de la résistance algérienne. Vous vous êtes trompés. Ceux que vous avez pris pour des traîtres à la patrie algérienne étaient de vrais patriotes. Nous vous remercions de nous procurer des armes qui nous serviront à libérer notre

⁶ *Ibidem*.

⁷ Le fin connaisseur de la Kabylie qu'est Alain Mahé écrit à son propos : «Spécialiste de l'anthropologie de la technique, de la condition féminine et, surtout, de littérature orale, elle est l'une des rarissimes anthropologues français à maîtriser parfaitement le dialecte kabyle.» (Compte rendu publié dans le *Bulletin de l'IRMC*, Tunis, 1997, «A propos du livre de Camille Lacoste-Dujardin, *Opération Oiseau bleu, des kabyles, des ethnologues et la guerre d'Algérie*.)»

pays.» Selon le général Maurice Faivre, il est probable que le texte exact de cette lettre est celui du tract qui a été diffusé avec la liste des 293 partisans K armés par la France. Dans son article référencé ci-dessous «L'affaire K comme Kabyle», il écrit : «Transmis le 8 octobre aux époux Chaulet, libéraux d'Alger proches du FLN, le tract est reproduit par Mme Lacoste-Dujardin dans son livre.»

L'armée française vengea l'affront par l'opération Djenad, qui se traduisit par une guerre sans merci du 9 au 12 octobre, au moyen de ratissages, bombardements au napalm, l'instauration de zones interdites et de camps de regroupement. Quelques jours auparavant, le général Olié avait été muté à Constantine et remplacé par le général Gouraud. Le général Faivre donne raison à l'analyse de Camille Lacoste-Dujardin, selon laquelle le général Olié ainsi que les services de renseignement avaient minimisé la force de la rébellion en Kabylie maritime. Il ajoute que l'excès de confiance des «autorités» et des 2^{es} Bureaux ne leur a pas permis d'entendre les mises en garde des acteurs sur le terrain, au premier chef celles de Jean Servier, sur lequel, écrit-il, on ferait mieux de prendre exemple : ainsi les 50 Touabas armés par Servier à Arris en novembre 1954 se retrouvent plus de 500 du côté français en mars 1956.

Il est d'autant plus difficile de se faire une opinion sur cette affaire que les historiens sont restés muets. Les principales sources d'information proviennent pour l'instant :

- De deux ethnologues, Camille Lacoste-Dujardin, un article publié en 1986 par la *revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, et son ouvrage *Opération oiseau bleu*, édité en 1997 ; Jean Servier, dans *Adieu djebels*, paru à France Empire, en 1958, et retiré aussitôt de la vente sur ordre du Ministre de la Défense.
- Du reporter Yves Courrière, dans *Le temps des léopards*, 1969. Quelques années auparavant, en février 1964, nos routes se sont croisées chez le général Georges Parlange, qui lui a fourni nombre d'informations, que Courrière mettra à profit dans ses ouvrages futurs, mais qui a «préféré remettre à un thésard universitaire plutôt qu'à un journaliste» ses documents personnels sur les camps de regroupement édifiés durant la guerre, ce dont je lui suis toujours reconnaissant.
- D'un militaire, le général Maurice Faivre, auteur d'un article de fond sur la question, «L'affaire K comme Kabyle» (1956), paru dans la revue trimestrielle *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 191, 1998, pp. 37-67. Malgré ma prévention à l'égard du général Faivre, en raison de son parti pris systématique concernant la politique des camps de regroupement, j'ai apprécié la quantité des informations fournies dans ce long article.
- On y ajoutera le livre de Mohamed Salah Essedik, *Opération Oiseau bleu. Le complot le plus sordide ourdi par les services spéciaux français pour faire avorter la Révolution algérienne*, Alger, éditions Dar el Oumma, 2002, 172 p. Obscurci par le pathos arabo-islamique et le discours idéologique ampoulé de la propagande, malgré ses effets d'annonce, cet ouvrage ne fait guère avancer la question. Son principal intérêt se trouve ailleurs, dans la double inversion du regard : les observateurs de l'opération, à présent des Algériens, considèrent ses principaux acteurs non plus comme des «bidouilleurs» français mais des héros algériens. Aussi l'opération Oiseau bleu n'est-elle plus un fiasco des services secrets français, ni même des ethnologues français, ignorés, mais «une formidable et dangereuse démarche, reflétant bien le génie de la révolution algérienne» (p. 14). Elle devient la «grande affaire» de la guerre d'Algérie, selon l'expression employée, paraît-il, par Jacques Soustelle, lorsqu'il transmet ses consignes à son successeur, Robert Lacoste. A la question concernant l'appellation «Oiseau bleu», le colonel Mohamed Saïd se contenta de répondre : «c'est un nom donné à ce complot». Perplexe, l'auteur avance que «le nom de l'opération est en rapport avec Mer (T.A.), qui avait joué un rôle efficace dans le complot » (p. 19) : il possédait des cars sur lesquels figurait l'inscription «Oiseau bleu » !

Fabien Sacriste a le mérite d'effectuer une analyse comparative entre le compte rendu de l'opération par l'ethnologue Lacoste-Dujardin et le militaire Maurice Faivre. Malgré les divergences concernant les degrés de responsabilité attribuée à tel ou tel service secret il relève une grande similitude entre les deux descriptions du déroulement de l'opération. En contrepartie, elles diffèrent sur le rôle conféré aux ethnologues Jacques Soustelle et encore plus Jean Servier, qui aurait mis ses connaissances au service de la conception et, dans une certaine mesure, du déroulement de l'opération. Lacoste-Dujardin estime que la principale cause de l'échec de l'opération n'est pas tant les erreurs de la DST que l'«ethnopolitique», inspirée par Servier et mise en place par Soustelle. Tout en se refusant à affirmer la responsabilité de Jacques Soustelle dans la conception de l'opération, arguant de la profonde obscurité qui a entouré toute l'affaire, Sacriste a pourtant l'honnêteté de citer à charge un extrait de l'entretien que celui-ci a accordé à Odile Rudelle, le 9 février 1979, dans lequel il ne dément nullement être à l'origine de l'opération, dont il reconnaît le total échec. D'ailleurs comment pouvait-il en être autrement ? Comment imaginer que l'initiative de l'opération ne soit imputable au niveau le plus élevé, pour le moins celui du général Olié, commandant civil et militaire de la zone et du gouverneur général Jacques Soustelle ? Dans le cas contraire, un pareil fiasco aurait condamné Servier sinon au peloton d'exécution – car la situation était beaucoup trop labyrinthique – tout au moins à sa destitution immédiate. Or, non seulement il a été maintenu à son poste mais il s'est vu attribuer des responsabilités nouvelles.

En effet, après la nomination du général Raoul Salan, le 12 novembre 1956, en tant que commandant supérieur interarmées pour l'Algérie, à la place du général Henri Lorillot, vraisemblablement en rapport avec l'échec de l'opération K dite Oiseau bleu, Jean Servier est promu responsable de l'opération Pilote dans la région d'Orléansville (devenue El Asnam, puis Chlef après le tremblement de terre d'octobre 1980). Il dispose de sommes d'argent très importantes, qui lui permettront de payer directement les salaires des harkis et d'acheter des milliers de fusils. De l'échec de l'opération Oiseau bleu Jean Servier tirera la leçon qu'il était préférable de compromettre des paysans insérés dans le tissu familial et local plutôt que des mercenaires, ce qui l'amènera à préconiser et développer la politique supplétive des harkis, initiée un an auparavant à Arris. C'est dire toute l'importance des conséquences de l'opération et de son échec, ainsi que l'a perçu Robert Hamada, doctorant en science politique. Dans sa thèse en cours sur l'invention des harkis, sous la direction de Lahouari Addi, Hamada avance l'idée qu'au paradigme du maintien de l'ordre, à la base du modèle conventionnel (Soustelle-Lorillot-Eydoux, 1955-1956) se substitue le paradigme de la contre-force, à la base du modèle contre-révolutionnaire (Lacoste-Salan-Maisonnette, 1957-1958).

En l'état actuel des recherches, comme l'écrit Sacriste, il n'existe «aucune preuve attestant de la participation de Servier à la définition du projet, au contraire : son point de vue critique affirme clairement son opposition» (p. 239). Nous avons la certitude que Jean Servier a contesté en plusieurs occasions le déroulement de l'opération. Cela ne le dédouane pas pour autant de toute responsabilité, au moins «indirecte», dans son élaboration. Fabien Sacriste le rappelle, les travaux de Servier sur les Iflissen, antérieurs à l'insurrection, étaient connus des autorités civiles algériennes, en témoigne une lettre du 17 juin 1953 adressée au gouverneur général de l'époque, Roger Léonard. Mais on n'est plus ici dans le court terme et la responsabilité directe. On ne peut non plus inférer de la «recrudescence des visites de Servier aux Iflissen» au cours de l'été 1956 pour conclure, ainsi que le fait Lacoste-Dujardin (p. 261), à sa responsabilité dans la mise en place de l'opération Oiseau bleu. Il ne faut pas oublier en effet que si Jean Servier a été affecté auprès du général Olié, commandant civil et militaire de Grande Kabylie, à la DIA, qui deviendra bientôt la 27^e ZEA, ce n'est nullement dans le cadre de cette opération mais de celui de la réforme communale, selon l'ordre de mission, du 3 juillet 1956, signé par Lucien Paye, directeur des affaires politiques et de la fonction publique. Bien sûr, il n'est pas interdit d'imaginer que, dans un tel imbroglio, un ordre de mission peut

servir à couvrir une autre mission ! «J'avais une nouvelle tâche», écrit Servier qui, dès lors, multiplia les visites non seulement en territoire iflissen mais dans toute la Kabylie. Il est avant tout un homme de terrain. Entre 1950 et 1954, il avait enquêté sur l'ensemble des régions berbérophones, du massif du Chénoua aux Aurès. «Mon premier itinéraire philosophique je l'ai parcouru à pied ou à dos de mulet»... j'ajoute, avant de l'effectuer en hélicoptère.

Rappelons que cette guerre entre ethnologues est une guerre à distance, à un double titre : Servier se trouve sur le théâtre de l'opération, alors que Lacoste-Dujardin vient de rentrer en France, le premier la vit en direct, la seconde la reconstitue des décennies après. Il ne faudrait pas non plus que la vigueur d'une opposition idéologique et morale réduisît l'ethnologie de Jean Servier à une pure et simple ethnopolitique de la colonisation. Elle est plus que cela. En ces temps chaotiques de décolonisation, il est bon de rappeler que son ethnographie est sous-tendue par une philosophie, un spiritualisme susceptibles d'ouvrir les portes à une anthropologie méditerranéenne, qui récuse les conceptions déterministes et revendique l'égalité entre les civilisations. Malgré nos désaccords, comment ne pas vibrer à sa magnifique introduction aux *Portes de l'année*, dans laquelle il dénonce la suffisance de l'«Occident matérialiste», qui continue à confondre le sous-développement matériel avec le sous-développement spirituel ? «C'est la grande leçon que m'ont donnée les paysans algériens : la pensée de l'homme même le plus techniquement dépouillé est maîtresse souveraine et les symboles qu'il choisit ne sont modifiables ni par le relief ni par le climat. Les traditions populaires que j'ai recueillies attestent l'unité spirituelle du Maghreb et le rattachent intimement à la Méditerranée mieux que n'importe quel traité de sociologie ou d'archéologie⁸.»

Il faut s'interroger enfin sur l'appellation d'«Oiseau bleu» donnée à l'opération. Selon Camille Lacoste-Dujardin sa paternité incomberait à Jean Servier qui, depuis son enfance, serait resté marqué par le drame de Maurice Maeterlinck (Prix Nobel de littérature, 1911), *L'Oiseau bleu*, dépositaire du Secret, la Source du savoir, à la recherche duquel se lance Tytyl, le héros de l'intrigue.⁹ Dans le compte rendu qu'il a rédigé sur le livre Alain Mahé s'inscrit dans cette ligne d'interprétation : «L'ethnologue Jean Servier, fasciné par *L'oiseau bleu* de Maeterlinck, dans sa propre quête du *rameau d'or* pourrait bien s'être brûlé les ailes dans les travaux pratiques qu'il semble avoir projetés sur ses hypothèses scientifiques. En effet, le livre de Camille Lacoste-Dujardin est d'abord l'histoire d'une méprise. Celle d'une certaine anthropologie de la Kabylie qui durant la période coloniale avait jeté son exclusive sur les manifestations d'archaïsme et de primitivisme des coutumes berbères¹⁰.» Bref, une anthropologie aveugle aux bouleversements sociaux, culturels, économiques qui ont affecté cette région de l'Algérie et que Servier voulait restaurer comme ultime rempart de la tradition face à la révolution. Sauf que l'intéressé a toujours refusé ce parrainage de l'opération,

⁸ Jean Servier, *Les portes de l'année. Rites et symboles. L'Algérie dans la tradition méditerranéenne*, Paris, Robert Laffont, 1962, p. 16.

⁹ Cette allusion littéraire apparaît en deux endroits au moins de l'œuvre de Servier. La première se trouve dans son livre de 1955, *Dans les Aurès sur les pas des rebelles*, Paris, éditions France Empire, 1955, page 32 : «Lorsque j'étais malade, tout enfant, ma sœur me lisait *L'oiseau bleu* de Maeterlinck. Cela arrivait plusieurs fois par an [...] c'est peut-être pour cela que, loin de rechercher le faux exotisme de la distance, j'ai voulu étudier les paysans des montagnes de l'Algérie, au milieu desquels j'ai grandi et qui me paraissent receler tout l'inconnu du monde parce qu'ils étaient près de moi.» La dernière fois où pareille scène est décrite se situe dans son *Que sais-je ? Méthode de l'ethnologie*, Paris, 1986, page 10 : «Dans sa comédie *L'oiseau bleu*, Maurice Maeterlinck met en scène deux enfants qui, sur l'ordre d'une fée, doivent partir une nuit de Noël, à la recherche de l'oiseau bleu – le secret du bonheur. La fée donne au petit garçon, Tytyl, un chapeau magique dont la cocarde diamant, appuyant lorsqu'on la tourne sur une bosse cachée du crâne, lui permet de voir l'âme des choses. L'ethnologue doit avoir trouvé ce chapeau près de son berceau. Sinon, il vaut mieux qu'il choisisse un autre champ d'intérêt.»

¹⁰ Alain Mahé, *op. cit.*, p. 1.

notamment dans plusieurs lettres destinées au général Maurice Faivre. Nous donnons ici de courts extraits d'une lettre du 8 août 1997 qui a trait à cette affaire.¹¹

Mon Général,

J'ai bien reçu vos «Premières impressions» sur l'ouvrage de Mme Lacoste-Dujardin. L'auteur me relance depuis une dizaine d'années pour savoir ce que je sais sur l'«opération Oiseau bleu» - qui ne s'est jamais appelée ainsi mais était connue sous le nom d'«Affaire K». A la réflexion, le but de l'opération montée par des membres du Cabinet Soustelle était de créer une tête de pont communiste qui aurait pu être ravitaillée facilement par mer.

[...] Je n'ai pas entamé de procès en diffamation contre Mme Lacoste-Dujardin, ni fait interdire le titre. Le texte est confus, mêlant des critiques sur l'ensemble de mes articles sur les Berbères à des réflexions confondantes de stupidité : le lecteur moyen ne s'y retrouvera pas et je laisse ce pauvre pamphlet sombrer dans l'oubli.

Bien amicalement.

En dehors de la virulence de la diatribe relevons le savoureux «A la réflexion». Effectivement, il fallait bien 41 années de réflexion pour découvrir une tête de pont communiste en Kabylie maritime ! Cinq jours après, le 12 août, Servier écrit que les assiduités de Mme Lacoste-Dujardin datent seulement de trois ou quatre ans, et non plus dix ans, mais il maintient – «et j'insiste», écrit-il – que le but de l'opération était bien de créer «une enclave communiste, ravitaillée par la mer».

En définitive, ainsi que le suggère le général Faivre, plutôt que d'un souvenir d'enfance de Jean Servier, ce nom de baptême attribué à l'opération K ne proviendrait-il pas plus simplement du capitaine Pierre Hentic qui, face à la désertion de dizaines de Kabyles et au rêve kabyle évanoui, conclut ainsi son récit : «L'oiseau bleu s'est envolé¹² ?» Baptisant ainsi une action, poursuit le général Faivre, qui n'avait jamais reçu ce nom. L'imagination et le talent littéraire de Camille Lacoste-Dujardin auraient fait le reste.

Durant des années, Lacoste-Dujardin a œuvré pour faire la lumière sur l'embrouillamini et l'embrouille qu'a été tout à la fois l'opération Oiseau bleu, elle y est parvenue en partie et son mérite n'est pas mince, d'autant que les historiens, comme sur la question des camps de regroupement de la guerre, n'étaient pas au rendez-vous de l'histoire. Ce sont deux ethnologues, Lacoste-Dujardin et Servier qui, malgré leurs divergences, ont apporté leur éclairage. Parce que, selon une formule prêtée à Jacques Berque, «les rivaux sont malgré tout unis entre eux comme les racines des nénuphars». Force est de constater cependant que l'affaire n'a toujours pas entièrement quitté le théâtre d'ombres pour entrer plus avant dans l'histoire. Alain Mahé conclut ainsi son compte rendu de l'ouvrage de Lacoste-Dujardin : «Il y a une vingtaine d'années de cela, André Leroi-Gourhan avait introduit son précis de préhistoire générale en affirmant, de façon assez irrespectueuse pour l'ensemble de sa corporation, que la critique des livres de préhistoire relevait davantage de la psychanalyse que de l'épistémologie. Au vu du dossier constitué par Camille Lacoste-Dujardin et compte tenu de la dimension proprement tragique des événements relatés, évoquer la psychopathologie ne me semble pas déplacé.» J'ajoute que c'est moins de psychopathologie individuelle qu'il s'agit – encore qu'elle soit bien présente chez les différents acteurs du drame ! – que de ce que je m'obstine à appeler la psychopathologie sociale. A compter du moment où le pouvoir politique interdit de nommer la guerre, plus rien ne distingue le réel de l'imaginaire, la vérité du mensonge, la victime du bourreau, la raison de la folie. Au royaume des ombres, la guerre

¹¹ Cette lettre fait partie d'un lot de 7 remises à Robert Hamada par le général Maurice Faivre, auquel elles étaient toutes adressées. Après la mort de Jean Servier, en 2000, son épouse Nicole Servier-Martinez a pris la relève dans les échanges épistolaires.

¹² Maurice Faivre, «L'affaire K comme Kabyle», in la revue *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 191, 1998, p. 44.

n'existe pas, ni non plus la torture, les massacres, les camps de regroupement. Depuis ce *déni d'Etat* ni la France ni l'Algérie ne parviennent à sortir de la nuit et du brouillard que, par refus du tragique, on préfère transformer en opérette.

Germaine Tillion

Le dialogue entre les cultures

Fabien Sacriste introduit son livre avec l'être de cristal, du cœur et de l'esprit, qu'était Germaine Tillion (1907-2008). Née à Allègre en Haute-Loire, où son père est juge de paix, elle déménage à 15 ans avec sa famille à Saint-Maur, en région parisienne. Véritable bourreau de travail, elle choisit d'apprendre là où le savoir, selon elle, conduit à une meilleure compréhension de l'autre : l'École du Louvre (antiquités), l'École pratique des hautes études (folklore, préhistoire), la Sorbonne (sociologie), l'École des langues orientales (berbère), le Collège de France (ethnologie). Après le classique séjour en Allemagne (1932-1933) de nombre d'intellectuels de l'époque, avec le soutien de son maître, le grand Marcel Mauss, elle part avec une autre ethnologue, Thérèse Rivière, dans les Aurès (à l'Est de l'Algérie), où vit une population berbère, les Chaouias. Elle y accomplira quatre longues missions entre 1934 et 1940. Renonçant à ses enquêtes ethnographiques elle revient en métropole au moment de l'armistice, qui la bouleverse jusqu'au fond de l'âme. Elle entre en résistance contre l'occupant dès l'été 1940. Résistante de la première heure, elle organise les actions de résistance au sein même du Musée de l'Homme jusqu'à son arrestation le 13 août 1942, suivie de sa déportation à Ravensbrück de 1943 à 1945.

Après sa libération, durant près de dix années elle consacre l'essentiel de sa vie aux victimes des camps et à l'étude historique du système concentrationnaire, jusqu'à ce qu'elle revienne en Algérie aussitôt après le déclenchement des hostilités, afin de s'assurer de la sécurité des populations civiles. De début décembre 1954 à février 1955, elle sillonne l'Algérie et prend conscience des changements survenus depuis son départ quinze ans auparavant. Alors que sa mission touche à sa fin elle retrouve l'ethnologue Jacques Soustelle, lui aussi ancien résistant, qu'elle avait connu au Musée de l'Homme, et qui venait d'être nommé Gouverneur général de l'Algérie par Pierre Mendès-France, juste avant qu'il ne soit renversé le 5 février 1955. A l'issue de cette rencontre, Soustelle, qui avait pourtant arrêté et publié officiellement la nomination de Jean Servier à l'un des deux postes de chargé de mission, décide de mettre à sa place Germaine Tillion et de l'intégrer ainsi à son cabinet civil, en tant que chargée de mission aux Affaires sociales et éducatives. Elle accepte la proposition de Soustelle à partir du moment où elle obtient la garantie d'un statut de «mise à disposition» par le CNRS, ce qui lui conférait le maximum d'autonomie par rapport au gouverneur général. Dès son entrée en fonction, le 25 février 1955, elle parcourt à nouveau l'Algérie et développe son projet de Centres sociaux, de la mise en place desquels dépend l'instauration d'une politique de réforme sociale urgente, tant sont criantes les injustices de toutes sortes. Le 27 octobre 1955, Jacques Soustelle officialise la création des Centres sociaux.

Le 29 novembre 1955, suite au vote de défiance à son gouvernement, Edgar Faure dissout l'Assemblée nationale ; à l'issue des élections législatives qui s'ensuivirent, en janvier 1956, le Président René Coty fit appel à Guy Mollet pour constituer le nouveau gouvernement. La nomination du général Georges Catroux comme ministre résident en lieu et place du gouverneur Jacques Soustelle attisa la révolte des Européens d'Algérie qui, le 6 février 1956, accueillirent le Président du Conseil Guy Mollet par des jets de tomates. Le lendemain même, Robert Lacoste remplaça le général Catroux. Le fragile socle franco-algérien de la IV^e République venait de subir un coup fatal.

Les fonctions de Tillion au Gouvernement général prirent fin. Désillusionnée tout à la fois par l'échec du Comité pour la Trêve civile d'Albert Camus, violemment pris à partie par les ultras algérois lors de la Journée des Dupes du 23 janvier 1956, dont elle fut témoin, et, deux semaines plus tard, par la Journée des Tomates du 6 février, tout comme Camus elle éprouve le besoin de prendre du recul. Avant de regagner Paris, elle part trois mois en mission chez les Touaregs pour y comparer le système de parenté des Berbères du Sud algérien à celui des Chaouias du massif des Aurès. A la différence de Camus, elle n'est pas tenue par le «onzième commandement»¹³, aussi, bien que partagée entre sa volonté de réconciliation méditerranéenne et son attachement viscéral aux victimes, quel que soit leur camp, elle ne désespère pas de l'action politique. C'est dans cet esprit qu'elle accepte de rencontrer à Alger, en juillet 1957, le chef du FLN algérois, Saadi Yacef. Après l'arrestation de celui-ci, Tillion restera fidèle à l'accord passé avec lui en poursuivant son combat contre les exécutions capitales et la torture, banalisée par l'armée française : «les tortionnaires doivent rendre leurs comptes». On attend toujours. Elle rencontrera plusieurs fois Robert Lacoste durant la «bataille d'Alger». Sa lutte contre la torture et les violences exercées contre l'ensemble de la population (assignations à résidence, regroupements, etc.) la conduisent à se rapprocher du général de Gaulle et, avec Louis Massignon, à demander au Président René Coty de l'appeler au pouvoir.

Tzvetan Todorov, président de l'association Germaine Tillion, nous a offert un magnifique cadeau d'adieu tout juste un an après la mort de Germaine Tillion.¹⁴ Il a organisé l'ensemble des textes, pour la plupart inédits, en cinq grandes séquences : *Ethnologue en Algérie, Résistance et prison, Déportation, Après le camp, La guerre d'Algérie*. Des archives triées et classées à la Bibliothèque nationale de France il tire une grande feuille de papier blanc sur laquelle des débuts de phrase, écrits vraisemblablement à la fin des années 40. Ainsi : *A Ravensbrück j'ai pensé*. Et au-dessous : *Vouloir comprendre*. Ces six mots de Tillion, judicieusement placés en tête de sa préface par Todorov, m'ont aussitôt ramené à Primo Levi, déporté à Auschwitz en 1944 et mort suicidé en 1987 : «Une de mes amies déportée toute jeune au *Lager* pour femmes de Ravensbrück assure que le camp a été son université : je crois, pour ma part, que je pourrais en dire autant et qu'en vivant, puis en écrivant et en méditant cette expérience, j'ai beaucoup appris sur les hommes et sur le monde» (*Si c'est un homme*). A la journaliste qui lui pose la question : «L'Algérie et Ravensbrück sont comme les deux pans de votre vie publique. Comment ces deux expériences cohabitent-elles en vous ?», Tillion répond dans la ligne de ce qu'elle a écrit sur la feuille blanche : «Elles sont consubstantielles. Toute ma vie, j'ai voulu comprendre la nature humaine, le monde dans lequel je vivais.»

Pas plus que Camus, et bien d'autres, elle n'a vu à temps la montée de l'homme nouveau, l'Algérien. Cependant, l'esprit réaliste de Tillion, son attention respectueuse aux êtres, sa

¹³ Commandement défini par André Rossfelder, futur trésorier de l'OAS, un des auteurs de l'attentat manqué du Mont Faron, comme étant une fidélité indéfectible aux siens, surtout quand ils sont dans la peine et l'abandon (*Le onzième commandement*, Paris, Gallimard, 2000, 680 p.) Le 27 février 1956, peu de temps après la Journée des Dupes, au cours de laquelle Rossfelder lui avait servi de chauffeur dans Alger, au milieu des vociférations et des cris de mort à l'adresse d'Albert Camus, celui-ci lui écrira une longue lettre émouvante dont voici ce passage : «Je crains que vous ne trouviez rien de reconfortant dans ma lettre. Mais je n'ai pas le cœur à mentir sur ce que j'éprouve. Peut-être ai-je trop vécu, et depuis trop longtemps, la tragédie de notre pays. Je l'ai servi, je voudrais le servir, et je sens à ce point mon impuissance que je ne veux plus rien écrire ni dire à son propos.» Et il se tut.

Sur cette Journée des Dupes je renvoie le lecteur à ce qu'en dit Jeannine Verdès-Leroux dans *Les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui. Une page d'histoire déchirée*, Paris, Fayard (2010), rééd. 2012, pp. 314-320.

¹⁴ Germaine Tillion, *Fragments de vie*, Paris, le Seuil, 2009, 398 p.

A lire aussi : l'ouvrage de Michel Reynaud, *L'enfant de la rue et la dame du siècle. Entretiens inédits avec Germaine Tillion*, Paris, éditions Tirésias, 2010, 336 p.

volonté de toujours vouloir comprendre expliquent pour une large part sa démarche sinusoïdale, si déroutante pour les universitaires plus intéressés par la construction et la déconstruction de l'objet d'étude que par son observation. Les qualités d'empathie de Fabien Sacriste nous permettent de suivre et de comprendre le laborieux cheminement de l'ethnologue.

Jacques Berque

L'homme aux deux rivages

Lui, il est de là-bas. Ses racines sont algériennes. Né à Freneda (1910-1995), à proximité de Tiaret, il a passé son enfance et sa jeunesse en Algérie, où son père débutait sa carrière d'administrateur colonial, avant de finir au Gouvernement général directeur des Affaires musulmanes et des Territoires du Sud. Il y eut ensuite une coupure, comme s'il devait en quelque sorte quitter l'Algérie – ainsi que la puissance tutélaire du père, Augustin Berque, dont Jacques donnera le prénom à l'un de ses fils – pour épouser la cause arabe. On ne peut s'interroger à son propos, comme pour les autres, sur ses accointances avec Soustelle, Lacoste et compagnie. Il est clairement ailleurs, au point de se demander parfois ce qu'il fait dans la galerie de portraits de Fabien Sacriste.

A partir de 1934, Jacques Berque administre, en tant que civil, les tribus marocaines. En mars 1947, il rédige un rapport accablant sur «la marche absurde» et «l'aveuglement» du Protectorat marocain, qui lui vaut une mutation au fin fond du Haut Atlas. Il va y poursuivre ses travaux d'ethnologue jusqu'en 1953. Suite au bannissement du roi Mohamed V, contraint à l'exil le 20 août 1953, d'abord en Corse puis à Madagascar, il démissionne de l'administration et part en Egypte où, en tant qu'expert international, il reprend son travail d'ethno-sociologue en écrivant *Histoire sociale d'un village égyptien au XXème siècle*, qui paraîtra en 1957 aux éditions Mouton. Elu au Collège de France en 1956, il revient à Paris. Dès lors Berque s'engage de plus en plus en faveur des indépendances et pour l'émergence du Tiers-monde. Il espère pour la Méditerranée, pour l'Algérie et la France en particulier, une harmonie des deux rives, à l'image en somme de sa propre trajectoire. Après le désenchantement des indépendances, jusqu'à la fin de sa vie, il plaidera sans cesse pour le dialogue entre les deux rives et appellera à des «Andalousies toujours recommencées, alors même que beaucoup des nôtres voient dans l'Algérie une Andalousie perdue¹⁵».

Jacques Berque finira par s'atteler à une tâche démesurée, en nous offrant sa propre traduction du *Coran*. Au-dessus de la mêlée, il est devenu islamologue, même si, plus tard, il se sentira à l'étroit avec pareille étiquette, lui qui, du local, a voulu accéder à l'universel. Reste à déterminer la coupure ou plutôt les coupures qui apparaissent dans la vie de Berque, pour expliquer partiellement l'embarras dont il m'a fait part dans sa lettre du 5 janvier 1993, deux ans avant sa mort, reproduite dans la réédition de ma thèse¹⁶. Il m'a fallu du temps pour entrer dans l'œuvre si impressionnante de Jacques Berque et l'apprécier vraiment. Avant de contacter Germaine Tillion, c'est à lui d'abord que j'ai pensé pour préfacer mon ouvrage sur les camps de la guerre d'Algérie... mais je n'ai pas osé déranger le maître. Je me suis rattrapé par la suite. J'ai d'abord conclu ma thèse par un extrait de sa belle conférence sur la décolonisation du 20 avril 1965 à Constantine. Bien plus tard, j'ai fini par aller le voir dans les Landes, à Saint-Julien-en-Born, fort comme un chêne, ayant renoué avec ses racines algériennes, mais profondément blessé par le rejet de ses collègues alors qu'il avait choisi de partager sa vie avec Giulia. Je trouve bien légère la critique de Henri Touati reproduite p. 191

¹⁵ Jacques Berque, «Crise d'intolérance dans les pays arabes», in revue *Le Croquant*, n° 16, hiver 1994, pp. 11-16.

¹⁶ Michel Cornaton, *Les camps de regroupement de la guerre d'Algérie*, préface de Germaine Tillion, Paris, éditions ouvrières, 1967, 296 p. Réédité chez l'Harmattan depuis 1998, 312 p.

: ainsi Jacques Berque n'aurait-il pas fait école, paralysé qu'il était par le choix de la sociologie de Georges Gurvitch, prédécesseur de Bourdieu au Collège de France et dont le mérite est tout de même d'avoir réussi à édifier une sociologie ouverte aux autres sciences humaines, en particulier à l'histoire et à la phénoménologie ? C'est bien mal connaître Berque. Et que signifie faire école dans cette Université française mandarinale ? Que signifie la comparaison avec Claude Lévi-Strauss, embarqué sur une galère africaine qui ne l'a jamais concerné ?

Je préfère terminer par cet extrait d'un hommage rendu à Jacques Berque par Jean Duvignaud. «Les puissantes intuitions de Berque sur la poésie et l'art des peuples qui se rattachent à l'Islam ouvrent une interrogation continue. Toute sa pensée semble dire qu'il y a toujours quelque chose à comprendre. Comme il le disait lui-même, «il n'existe pas de sociétés sous-développées, mais des sociétés sous-analysées». Voilà sans doute le principe de cette passion, ce *pathos*, qui l'entraîne de thème en thème, de pays en pays, du «vécu social» à l'imaginaire, de l'histoire à l'ethnologie : si sa réflexion échappe à l'ankylose qui menace beaucoup de pensées, c'est que celle de Berque change avec le changement¹⁷.»

Jean Servier

L'ethnologue soldat

Natif de Constantine, Jean Servier (1918-2000) passa sa jeunesse en Algérie. Il s'inscrivait dans la ligne paternelle, celle de la défense de la colonisation européenne et de la civilisation méditerranéenne tout à la fois. D'origine lyonnaise son père, André Servier, se considérait comme un disciple de Louis Bertrand, il s'exila en Algérie où il devint rédacteur en chef de *La Dépêche de Constantine*. Quelques mois après la naissance de Jean, ses parents partirent à Bône (Annaba). Après Constantine, il poursuit ses études à Alger avant de revenir les achever à Constantine et s'engager dans l'armée. Démobilisé en 1941, il rejoint sa famille à Alger et entreprend des études de linguistique ; il obtient des certificats d'études supérieures en hébreu et araméen. Après le débarquement des Alliés à Alger il rejoint l'Armée d'Afrique et sera même affecté un temps à la mission militaire française à Washington. Il regagne l'Europe pour participer à la reconquête de l'Italie, rejoint l'État-major du général de Lattre de Tassigny et prend part au débarquement en Provence avant d'être affecté au Ministère de la Guerre. Une fois libéré il décide de reprendre ses études et s'inscrit à la Sorbonne : après un passage par la biologie et la génétique il s'oriente vers l'ethnologie, suite à sa rencontre avec Jean Rouch, puis Marcel Griaule et Louis Gernet. En 1951, il s'inscrit à la Société des Africanistes, qui publie ses premiers écrits. Promu stagiaire au CNRS, entre 1950 et 1954 inlassablement Servier mène plusieurs enquêtes dans les régions berbérophones, du massif du Chenoua aux Aurès.

Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954, qui marque le début de la guerre d'indépendance, Jean Servier se trouve dans la région d'Arris, où il est venu recueillir des chants traditionnels Chaouias. Apprenant que le vieux car Citroën qui assure la liaison Biskra-Arris a été attaqué à 7 heures du matin et qu'un instituteur, Guy Monnerot, a été assassiné en même temps qu'un caïd, il part dans les minutes qui suivent à la recherche de Mme Monnerot, supposée blessée, et parvient à la ramener à Arris. L'administrateur civil le nomme commandant de la place, au regard de son passé militaire et sa qualité d'officier de réserve. C'est ainsi que Servier organise les secours et prépare la défense de la ville ; il aurait ainsi constitué la «première harka» de la guerre d'indépendance. Les paras du colonel Paul Ducourneau sont les premiers à parvenir jusqu'à Arris, où ils relèvent l'ethnologue de son commandement. Les militaires qui, semble-t-il, n'appréciaient pas beaucoup le pouvoir qu'il

¹⁷ Jean Duvignaud, «Ce que l'on doit à Berque», in *Rivages et déserts. Hommage à Jacques Berque*, Paris, Sindbad, p. 264, épigraphe du dossier «Jacques Berque», *Le Croquant*, n° 12, printemps 1992, pp. 1-26.

s'était donné, le pressent de quitter les lieux. A la fin du mois de novembre 1954, Servier arrive à Alger et s'y trouve en février 1955, au moment même où Jacques Soustelle compose les équipes de ses deux cabinets, civil et militaire. Fort de son parcours militaire et scientifique, Jean Servier lui propose ses services. Dans un premier temps, le gouverneur général l'intègre dans son équipe de conseillers, son nom figure, à la mi-février 1955, dans le Journal Officiel de l'Algérie. Un mois plus tard, ainsi que nous l'avons vu, le J.O. fait paraître la nomination de Germaine Tillon à la place de celle de Jean Servier. Si l'on se réfère à sa lettre de protestation au Ministre de l'Intérieur, du 25 avril 1955, il semble que la décision de le remplacer par Germaine Tillon soit venue plutôt de Paris que d'Alger, suite à la dénonciation d'un «groupe d'universitaires», animé par André Mandouze, qui aurait évoqué son passé vichyste, tout du moins sa dénonciation d'un fonctionnaire, révoqué par les autorités de Vichy, une accusation que Servier a toujours récusée.

Le succès incontestable de l'opération Pilote localisée à l'Orléansvillois incite les autorités à en prévoir l'extension à des zones nouvelles : les départements d'Alger, Médéa et Mostaganem. Jean Servier, qui a assuré le lancement de l'opération, recevra la direction de l'ensemble des opérations Pilote. Ces nouvelles dispositions ont été prises lors d'une réunion relative aux problèmes posés par l'intensification du recrutement des harkas, le développement des opérations Pilote et le regroupement éventuel de populations musulmanes à la suite d'opérations de pacification qui a eu lieu le 13 mai 1957, sous la présidence de Pierre Maisonneuve, directeur du cabinet de Robert Lacoste.¹⁸

Un rapport «Opération Pilote» de l'adjoint de Pierre Maisonneuve, Jacques Lenoir, du 25 juillet 1957, conclut lui aussi à la nécessité de l'extension des opérations Pilote. Le 6 août, Robert Lacoste nomme Servier Inspecteur général des opérations, chargé de siéger à Alger. A partir de janvier 1958, il se retrouve dans un bureau algérois du Gouvernement général. A peine y est-il installé qu'il apprend qu'après son départ ce qu'il a mis en place dans l'Orléansvillois est désorganisé, son compagnon le capitaine Hentic a été muté et sa compagnie massacrée. Jean Servier se rend immédiatement sur place, où il constate qu'en raison des réticences militaires la transformation d'unités de combat en harka se fait très mal. Il écrit à Robert Lacoste pour lui demander une reprise en main de la région. Sur ces entrefaites il est chargé d'inspecter la nouvelle Armée nationale du peuple algérien (ANPA), dirigée par le général Bellounis¹⁹ ; il fait part au Haut commandement militaire de sa crainte que l'opération ne se termine en fiasco tout comme l'Opération K, qu'il avait critiquée deux années auparavant. La réponse est immédiate : on lui enlève l'hélicoptère mis à sa disposition. Jean Servier finira par quitter l'Algérie le 5 mai 1958. Il frappe à nouveau à la porte de l'Université. Avec sa réputation sulfureuse plus question du Musée de l'Homme, ni même de la Sorbonne. Il est nommé Maître de conférences à la Faculté des lettres et sciences humaines de Montpellier.

En lisant les pages consacrées à Servier par Sacriste plus d'une fois j'ai pensé à Hélie Denoix de Saint-Marc, colonel de la légion étrangère qui, après avoir été Résistant, déporté à Buchenwald, s'est retrouvé au côté des généraux félons du putsch d'Alger. Je l'ai rencontré tout à la fin du siècle dernier alors qu'à 75 ans il s'était mis à écrire. En 2005, Saint-Marc conclut ainsi sa contribution au numéro spécial de la revue *Le Croquant*, «Algérie soleil

¹⁸«Compte rendu de la réunion relative aux harkas, aux opérations Pilote et au regroupement des populations musulmanes, tenue le 13 mai 1957, sous la présidence de M. Maisonneuve» (Archives nationales d'Outre-mer, Aix-en-Provence).

¹⁹ Ancien membre du Parti du peuple algérien (PPA), chargé de développer les maquis du Mouvement national algérien (MNA) pour lutter contre le FLN, Mohammed Bellounis se tourne vers l'armée française après le massacre de Melouza. Nommé général de l'ANPA, il entre en conflit avec l'armée, qui le fait assassiner en juillet 1958. Sur cette autre affaire complexe, lire Gilbert Meynier, *Histoire intérieure du FLN 1954-1962*, Paris, Fayard, 2002, 812p. ainsi que Mohammed Harbi et Gilbert Meynier, *Le FLN Documents et histoire 1954-1962*, Paris, Fayard, 2004, 900 p. (en particulier pp. 207-215).

noir 1954-2004» : «Aussi, l'opprobre qui poursuit les partisans de l'Algérie française me paraît injuste. Dans toute guerre civile, une lie remonte à la surface mais ce n'est pas ce qu'il faut retenir. C'était un combat qui avait sa part de justice et dont je me sentirai solidaire jusqu'à mon dernier souffle. L'Histoire a donné tort aux camisards, aux Vaudois, aux Cathares, aux communards. Elle nous a donné tort. Mais je ne me renierai jamais²⁰.»

Jean Servier aurait pu écrire la même chose. La différence est que Saint-Marc exerçait le métier de soldat, Jean Servier celui d'universitaire. En revêtant la tenue militaire par-dessus celle de l'ethnologue il a trahi ses informateurs et surtout sa mission. C'était le sens des critiques amères que lui adressaient les Pères Blancs de Grande Kabylie, ethnologues à leur façon, que je rencontrais régulièrement sur le terrain en 1959-1960. J'entendis pour la première fois le nom de Servier de la bouche du Père Jean-Marie Dallet, fondateur du Fichier berbère, à Fort-National (Larba Nath'Iraten). Je vis alors cet homme, timide et réservé, suffoquer d'indignation à l'évocation de Servier, qui n'avait pas craint de substituer la tenue de l'officier de réserve à celle de l'ethnologue pour trahir ses propres informateurs et les livrer à l'armée française. Indigné, il tournait les pages des livres pour me démontrer, en comparant différentes photos, comment l'ethnologue avait falsifié ou interverti les légendes de plusieurs. On comprendra pourquoi je ne fus pas empressé de le lire par la suite.

Bien sûr que l'exercice universitaire doit toujours prendre de la distance, il ne peut cependant manquer d'interroger sur les conséquences du manquement à la morale et à la déontologie d'une pratique universitaire. En ce sens l'ethnologue Roger Curel, interviewé par Robert Hamada, a la lucidité de le dire, malgré sa vieille amitié pour Servier. Curel, à qui il arrivait de loger dans le grand appartement parisien délabré de Jean Servier, partageait avec lui une passion commune pour Sherlock Homes, le détective perspicace créé par Arthur Conan Doyle et avec lequel Servier aimait s'identifier. Mais Curel, que Servier appelait Watson, préférait lui donner le nom de l'ennemi juré de Sherlock Homes, le maléfique professeur Moriarty. L'esprit ingénieux et entreprenant de Jean Servier, son attirance pour l'occultisme, les zones obscures de sa personnalité ont conduit Roger Curel à lui attribuer ce sobriquet amical, qui l'amusait d'ailleurs. C'est à ce professeur Moriarty que le gouvernement avait fourni un hélicoptère en 1957 alors qu'il officiait en tant que superviseur général de l'opération Pilote : «Son ethnographie particulière l'avait amené à inventer le harki en le rendant complice des militaires. Il avait suffi de lui fournir un hélicoptère et que les officiers se mettent à sa botte pour vérifier une fois de plus la phrase de Simon Leys : «Donnez à un universitaire l'illusion qu'il peut jouer un rôle historique et vous pouvez transformer un savant fort décent en un danger public²¹.» Pour finir, on peut dire que le rôle tenu par Jean Servier auprès de Robert Lacoste et de Raoul Salan le propulsa dans le champ politique, là où toute pratique ethnologique ne sert plus que de prétexte ou de couverture. Il y occupa une nouvelle fonction, celle de polémarque, c'est-à-dire de chef à la fois militaire, politique et religieux.

Pierre Bourdieu

L'homme aux deux visages

Fabien Sacriste écrit qu'«il existe peu d'informations» sur ce que fait Pierre Bourdieu durant son service militaire. Il en existe cependant quelques-unes lorsque Sacriste rédige son livre et un peu plus depuis, avec l'ouverture progressive des archives. A l'issue de ses classes à Chartres le soldat Bourdieu est expédié «de l'autre côté», où il est affecté, en octobre 1955, dans la vallée du Chélif, puis près d'Orléansville avec, écrit-il, tous les illettrés de la Mayenne et de la Normandie plus quelques fortes têtes. Ayant de plus en plus de mal à supporter son

²⁰ «Une triste fin», n° 44-45, hiver 2005, p. 175.

²¹ «Jean Servier ou le professeur Moriarty», suivi d'«Entretien avec Roger Curel par Robert Hamada», in «L'Algérie en partage», *Le Croquant*, n° 61-62, 2009, pp. 127-199.

sort et son ennui, par l'intermédiaire d'un Béarnais, parent de sa mère, il réussit à se faire détacher à Alger auprès du gouverneur général Robert Lacoste. Ce parent, ce «colonel béarnais» fantomatique auquel il demande sa «protection», n'est d'ailleurs pas n'importe qui, c'est le colonel Paul Ducourneau, qu'on a vu du côté d'Arris ; il incarnait depuis la guerre d'Indochine le mythe du parachutiste. Il deviendra général mais, auparavant, Robert Lacoste l'appelle auprès de lui et en fait le directeur de son cabinet militaire. Deuxième classe employé aux écritures, Bourdieu finit par occuper la fonction d'expert, chargé de rédiger des rapports et même des discours à la demande de Lacoste.

Ainsi que j'ai eu l'occasion de le démontrer ailleurs²², dans *Esquisse pour une auto-analyse*²³ Bourdieu minimise son activité ainsi que la durée de son détachement au cabinet militaire du Gouvernement général, en évoquant «les derniers mois» de son service militaire, à la mi-1957. Selon un compte rendu du Comité central d'action psychologique sa présence est mentionnée dès la séance du 18 septembre 1956, non pas à titre de petit «employé aux écritures» mais d'assistant de M. Gorlin, directeur de l'information ; ce même Michel Gorlin qu'on voit siéger en compagnie du colonel Ducourneau à chacune des réunions du Comité d'Action psychologique. La réunion du 18 septembre est présidée par Lucien Paye, futur ministre de l'Education nationale de Michel Debré. Il apparaît que Bourdieu n'a nullement le rôle du gratte-papier qu'il prétend avoir eu mais celui d'un chef de projet à sept options destinées à la presse régionale française ainsi qu'à la presse nationale d'Algérie. Au fil des mois il va monter en grade au point d'être pleinement intégré au Comité d'action psychologique, dont l'importance grandira au cours de l'année 1957. Pour mieux se rendre compte de l'influence croissante de Pierre Bourdieu dans ce Comité il suffit de citer la conclusion de la réunion du 13 mars 1957. «M. Bourdieu propose la mise au point, en commun avec le Service psychologique de l'armée, d'une brochure indiquant les méthodes et les techniques de l'information, faisant le point d'un certain nombre de thèmes permanents de propagande se référant à l'œuvre de la France dans ses territoires africains. Ce qui faciliterait l'orientation et les actions locales des autorités locales, et leur permettrait d'adapter à ces vues communes les circonstances quotidiennes²⁴.»

C'est à ce moment-là, précise-t-il dans le passage précité d'*Esquisse pour une auto-analyse*, qu'il entreprend «d'écrire un petit livre, un Que sais-je ?», dans lequel il essaierait de «dire aux Français, surtout de gauche», ce qu'était l'Algérie. Mais pourquoi la Kabylie ? Pourquoi l'ethnologie en temps de guerre ? Pierre Verdrager²⁵ a publié un ouvrage sur Pierre Bourdieu et son système, intellectuel et politique, dans lequel il estime que *Sociologie de l'Algérie* est plus qu'un livre de jeunesse en ce sens qu'on y retrouve toutes les thématiques à vision ethnocentrique qui vont parcourir l'ensemble de son œuvre. De son côté, Alain Mahé considère que les études sur la Kabylie représentent une «voie d'accès privilégiée pour exhumer l'anthropologie de Bourdieu, en particulier son anthropologie politique». Il a écrit cela en 1995 dans *Revisiting Pierre Bourdieu's anthropology of Kabylie*, un texte inédit qui a cependant circulé à l'EHESS. L'article devait prendre place dans le premier ouvrage de critique systématique de Bourdieu, du moins en langue anglaise. Pour des raisons obscures, que nous ne chercherons pas à éclairer ici, l'éditeur, *Polity Press*, a dû renoncer à la publication. Nous ne pouvons que souhaiter la publication de ce travail remarquable dans lequel Alain Mahé exprime lui aussi sa perplexité sur «le rapport en demi-teinte» de Bourdieu

²² Pierre Bourdieu. *Une vie dédoublée*, Paris, l'Harmattan, 2010, 156 p.

²³ Pierre Bourdieu, *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Raisons d'agir, 2004, pp. 56-57.

²⁴ Direction générale des affaires politiques et de la fonction publique, bordereau du 18 mars 1957, n° 250 AP/AG. «Comité restreint d'Action psychologique, Réunion du 13 mars 1957», qui aboutira au Rapport global surnommé tantôt «le Bourdieu», tantôt «la Bible».

²⁵ *Ce que les savants pensent de nous et pourquoi ils ont tort. Critique de Pierre Bourdieu*, Paris, Les empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2010, 238 p.

à Servier. Par exemple, alors que l'*Esquisse d'une théorie de la pratique*²⁶ «ignore superbement l'œuvre de Servier», Bourdieu le sollicite sans cesse dans *Le sens pratique*, pour le faire disparaître complètement par la suite dans l'ensemble des études consacrées à la Kabylie et dans les rééditions successives de la *Sociologie de l'Algérie*. Mahé s'interroge sur les «ménagements de Bourdieu à l'égard de la démarche de Servier» – qui apparaît cependant à Mahé comme un des ethnographes à la recherche du rameau d'or – dans le même temps où il ne cesse de décocher des notes infrapaginales assassines contre des «travaux qui possèdent une teneur scientifique bien supérieure», ceux de Jeanne Favret-Saada notamment. Dès lors on se demande ce qui a bien pu se passer à Alger entre Bourdieu et Servier quand ils se retrouvaient l'un et l'autre à la Délégation générale durant la même période 1956-1957. Comment ne pas songer à ce moment-là à son auto-analyse finale, dans laquelle il évoque en moins de deux lignes (p. 94) le «masque» mis sur «la pulsion souterraine et l'intention secrète», «la face cachée d'une vie dédoublée» ?

Fabien Sacriste s'interroge à propos d'une autre zone d'ombre : pourquoi ce décalage entre les dates de recueil des données par Bourdieu et celle de leur publication, entre quatre et six ans, un délai considérable pour des études qui s'inscrivent dans l'actualité de la sociologie. La censure militaire, prétextée après d'autres par Sacriste, en est-elle la cause ? Pour l'avoir côtoyée moi-même à pareille époque je pose la question : que signifie pareille censure militaire entre 1962 et 1964, date de parution du *Déracinement*²⁷ ? Bourdieu craint-il d'être assimilé à un ethnologue au regard mythologique, ainsi que des politiques et des militaires qualifiaient les travaux de Servier ? On pourrait le penser à la lecture d'*Esquisses algériennes*, belle hagiographie vouée à Bourdieu par Tassadit Yacine : «Pour se démarquer des ethnologues qui fuient l'actualité ou cautionnent le système en place en versant dans l'archaïsme des sociétés primitives, Bourdieu a ajourné la publication de ses premières enquêtes, qui paraîtront après l'indépendance de l'Algérie²⁸.» Guère convaincant !

Paul A. Silverstein a relevé quelque chose de très important : le fait que les Kabyles interrogés par Bourdieu et Sayad ne se trouvaient pas dans leur contexte spatio-temporel traditionnel mais dans le temps court de la guerre et, pour une bonne part d'entre eux, à l'intérieur de camps de regroupement ou des recasements. On apprend ça aux étudiants débutants en sciences sociales : si vous posez le pied, à plus forte raison quand il est chaussé de brodequin militaire, sur une fourmière, vous observerez les effets de la panique provoquée par votre intrusion et non le comportement habituel des fourmis. Me trouvant sur le terrain des opérations durant la guerre, au cœur même de la Grande-Kabylie, je ne peux que souscrire à ce qu'écrit Paul A. Silverstein de la réduction par Bourdieu du facteur militaire, au point qu'il donne parfois l'impression d'oublier que les Kabyles interrogés ne vivent pas dans un contexte social «normal» mais en temps de guerre, ce qui amène Silverstein à parler d'une «reconstruction nostalgique» de la société traditionnelle ou encore, à propos de la maison kabyle, de «nostalgie structurelle»²⁹. Pour avoir minimisé lors de ses observations l'impact du phénomène social total de la guerre Pierre Bourdieu semble n'avoir pas perçu toute l'ampleur des conséquences de la politique des regroupements de la guerre d'Algérie, aussi a-t-il été amené à se contredire des ses pronostics d'évolution. Sacriste de citer Bourdieu : «Avec le début de la guerre la décolonisation a déjà commencé», mais celui-ci n'en tire pas de leçon pour l'analyse ni pour la pleine signification de l'édification des camps. La conséquence, elle

²⁶ *Esquisse d'une théorie de la pratique*, précédée de *Trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Droz, 1972, 270 p.

²⁷ Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, éditions de minuit, 226 p.

²⁸ Pierre Bourdieu, *Esquisses algériennes*, textes présentés par Tassadit Yacine, Paris, le Seuil, 2008, p. 19.

²⁹ Paul A. Silverstein, Jane E. Goodmann, *Bourdieu in Algeria. Colonial politics, ethnographic practices, theoretical developments*, Lincoln, University of Nebraska press, 2009, VII-282 p.

est tirée de manière quelque peu abrupte par les historiens Alain Mahé et Moula Bouaziz dans *La guerre d'Algérie* : en raison de sa méconnaissance de l'histoire, Pierre Bourdieu «n'est pas d'un grand secours pour l'historien³⁰».

Jeanne Favret-Saada

L'Algérie d'après la guerre

Nous ne pouvons moins faire que de conclure par ces quelques lignes sur Jeanne Favret-Saada. Si elle n'est jamais mentionnée par Fabien Sacriste elle fait partie en revanche des auteurs les plus cités par Alain Mahé dans sa somme sur la Kabylie³¹. Née à Tunis, après ses études à la Sorbonne, à 25 ans elle succéda en 1959 à Pierre Bourdieu à la Faculté des lettres et sciences humaines d'Alger. Comme il ne pouvait être question d'enquêter en temps de guerre elle n'entreprit des recherches de terrain qu'une fois l'indépendance acquise, ce qui explique vraisemblablement l'«oubli» de Sacriste³². Après avoir enquêté avec ses étudiants sur la «réorganisation démocratique» des comités d'autogestion ruraux, à son retour en France, en 1964, Favret-Saada publiera des articles sur l'organisation politique tribale au Maghreb ainsi que sur les éléments de tribalisme qu'elle a observés lors des insurrections paysannes dans les Aurès et en Kabylie. Si son texte sur «la segmentarité du Maghreb» fut bien accueilli par Claude Lévi-Strauss, qui lui ouvre les colonnes de sa revue, *L'Homme*, en contrepartie l'accueil fut moins chaleureux de la part de Germaine Tillion, Jacques Berque et Pierre Bourdieu. Alors que «la colère des trois aînés s'est progressivement transformée en paix armée» (pp. 12-14) et même en cordialité avec Berque et surtout Tillion, il n'en fut pas de même avec Bourdieu, «le plus violent», qui refusera toute discussion.

Grâce à ce recueil d'essais d'anthropologie politique il nous est possible de lire ou relire des articles et des comptes-rendus parus entre 1966 et 1970, dans les revues *L'Homme* et *Archives européennes de sociologie*. Au cours d'un chapitre d'une grande densité, intitulé «Le traditionalisme par excès de modernité» (pp. 33-62), Favret-Saada nous rappelle que si la révolution paysanne avait pour objectif de chasser du pays une minorité étrangère dominante grâce à une armée composée avant tout de paysans, même dans ses cadres, la qualification de «paysanne» s'est révélée plutôt exacte. Mais cela ne va pas plus loin dès lors que le rôle militaire de la paysannerie n'a pas eu d'incidence politique, pour toutes sortes de raisons : l'élimination des leaders favorables à la prépondérance des maquis sur la direction extérieure du front, la prédominance de la diplomatie à partir du moment où une défaite militaire française d'aucune sorte ne pouvait être envisagée, enfin la constitution d'un gouvernement provisoire et la mise en place d'un état-major militaire à l'extérieur même du pays. Alors que les paysans avaient joué un rôle militaire primordial au cours de la guerre, que les camps de regroupement avaient même contribué à donner à l'ensemble de l'Algérie rurale un visage révolutionnaire guère prévu et à promouvoir une solidarité d'un autre type, une fois la guerre terminée les paysans algériens n'eurent plus aucune prise sur les négociations avec l'Etat français ni aucun poids dans la constitution du mouvement national. Le rideau baissé, le théâtre des opérations avait fermé ses portes. Dépourvus aujourd'hui de toute influence citoyenne sur l'Etat, les paysans en sont réduits à le considérer exclusivement comme un Etat

³⁰ Moulad Bouaziz et Alain Mahé, «La Grande Kabylie durant la guerre d'indépendance algérienne», in Mohammed Harbi, Benjamin Stora, *La guerre d'Algérie*, Paris, A. Fayard 2004, p. 366.

³¹ Alain Mahé, *Histoire de la Grande Kabylie XIXème-XXème siècles, Anthropologie historique du lien social dans les communautés villageoises*, éditions Bouchène, 2001, réédition 2006, 670 p.

³² «J'arrive en Algérie pendant l'été 1959. Le poste de Pierre Bourdieu à la Faculté des lettres est vacant : je me retrouve chargée de préparer des jeunes gens de mon âge à une licence de sociologie dont je ne suis pas titulaire – sa création est toute récente [...] Quand l'indépendance est proclamée l'été 1962, j'ai beaucoup lu sur l'anthropologie et l'Algérie mais, du fait de la guerre, je n'ai aucune expérience de terrain» (Jeanne Favret-Saada, *Algérie 1962-1964, Essais d'anthropologie politique*, Bouchène, 2005, pp. 9-10).

providence, devenu l'unique employeur de beaucoup, dans le même temps où les pensions et l'aide alimentaire constituent la seule source de revenus des plus défavorisés. Autre constat effectué à l'époque par Jeanne Favret-Saada, les deux régions qui ont payé au prix le plus fort leur engagement dans la guerre d'indépendance, les Aurès et les Kabylies, seraient les plus délaissées par le pouvoir central et l'économie moderne, tout particulièrement les Aurès.

Même si Favret-Saada considère que l'anthropologie ne peut être définie empiriquement par le type de faits, «traditionnels», dont elle se préoccupe à l'accoutumée, force lui est de reconnaître que lorsque l'anthropologie veut étudier des faits d'un autre ordre, macrosociologiques, économiques et politiques, elle ne dispose ni des concepts ni des techniques appropriés. Que Jeanne Favret-Saada nous permette cependant d'écrire que son «essai» d'anthropologie politique ouverte à la sociologie et à la science politique est particulièrement réussi puisque ses études effectuées à chaud, au lendemain de l'indépendance, ont gardé tout leur intérêt une cinquantaine d'années après.

23 décembre 2013